

Numéro 44 - 7 juillet 2020

Fête du Canada 2020

Le Canada doit être bâti sur la nouvelle base historique

- *Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)* -



- **Tout en oeuvre pour faire triompher la cause de la justice,
de la liberté et de la démocratie!**
- *Pauline Easton et K.C. Adams* -

Le gouvernement du Québec se sert de la pandémie comme prétexte pour intensifier l'offensive antisociale

- **La démagogie éhontée du gouvernement Legault**
- **Le projet de loi 61: utilisation de la pandémie et de la relance de
l'économie pour renforcer les pouvoirs arbitraires de l'État**
 - **Les traits régressifs du projet de loi 61**

La violence et l'impunité de la police doivent cesser!

- **Une manifestation devant le quartier général de la police de la région
de Peel pour obtenir justice pour Ejaz Choudry**
- *Frank Chillelli* -

- **Un barbecue communautaire de la Fête du Canada à Malton**
- **Mettre fin à l'impunité policière**
- **Lorne Gershuny** -

Non à l'annexion de territoires palestiniens!

- **Journée de rage contre l'annexion israélienne de territoires palestiniens**
- **La réponse des organisations palestiniennes au Canada à l'annexion**
 - **Des Canadiens dénoncent le soutien du gouvernement aux crimes de guerre d'Israël**
 - **Les Haligoniens à la défense des Palestiniens et des droits de tous**
- **Le Canada doit s'opposer résolument aux annexions illégales d'Israël**
- **Déclaration de la Maison Palestine du Centre communautaire canado-palestinien et ses alliés** -
- **Lettre ouverte d'ex-diplomates canadiens au premier ministre**
- **Des actions au Canada et dans le monde pour dire Non! à l'annexion**

Anniversaire de la Déclaration d'indépendance des États-Unis

- **Ce qui est célébré le 4 juillet**
- **Que représente le 4 juillet pour l'esclave?**
- **Frederick Douglass** -
- **Reportage photo sur les protestations qui se poursuivent aux États-Unis**

SUPPLÉMENT

- **Anniversaire de la Constitution du Canada de 1867**

Fête du Canada 2020

Le Canada doit être bâti sur la nouvelle base historique

- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -

La Fête du Canada 2020 marque le 153e anniversaire de la Confédération établie par proclamation royale en 1867. Les Canadiens sont aujourd'hui confrontés à la nécessité de se donner une nouvelle constitution qui remplacera celle utilisée pour fonder le Canada dans les conditions de 1867. Le renouvellement de la démocratie et de la nation est un défi historique qui doit être relevé pour que le Canada réponde aux besoins de son peuple et contribue à la même cause partout dans le monde. Une constitution moderne doit abolir la prérogative royale sur laquelle se fonde la présente Constitution. Elle doit conférer la souveraineté au peuple et éliminer les pouvoirs de police qui maintiennent des privilèges au lieu de droits.

Une constitution moderne du Canada est nécessaire pour mettre fin à l'injustice coloniale et aux

vieux arrangements qui étouffent les peuples autochtones. Cette constitution doit mettre en application le principe de relations de nation à nation. Si la fédération se veut libre et égale, elle doit reconnaître le droit du Québec à l'autodétermination.

Une constitution moderne reconnaît les droits que possède toute personne humaine du fait qu'elle est un être humain. Elle abolit toutes les notions de cultures supérieures et inférieures enracinées dans le concept de deux peuples fondateurs et toutes les divisions racistes en reconnaissant que les citoyens et les résidents ont des droits en tant qu'êtres humains. Elle prévoit la garantie de ces droits par des lois habilitantes.

Une constitution moderne doit établir un processus politique qui garantit une appartenance égale au corps politique et des formes de gouvernance par lesquelles les membres du corps politique ont leur mot à dire et exercent un contrôle sur toutes les décisions qui les affectent et ont les moyens pratiques d'exiger des comptes à ceux qui forment le gouvernement.

Le renouvellement du processus politique est nécessaire pour que les citoyens et les résidents puissent décider directement des questions qui les concernent, participer à la résolution des problèmes et s'engager résolument dans l'humanisation de l'environnement social et naturel.

Un Canada moderne et une constitution moderne sont nécessaires pour arrêter la destruction nationale par ceux qui ont soumis le pays au pouvoir décisionnel et à la construction d'empire de puissances étrangères et d'intérêts financiers, à des arrangements commerciaux supranationaux et aux alliances militaires et aux guerres dirigées par les États-Unis. Le Canada a besoin d'indépendance pour que les Canadiens puissent développer des rapports sociaux modernes centrés sur l'être humain entre eux et avec l'ensemble de l'humanité.

Le Canada a également besoin d'un gouvernement antiguerre qui fait du Canada une zone de paix et qui exige que les problèmes dans les relations internationales soient résolus sans violence ni guerre.

L'histoire appelle les peuples du Canada et du Québec et les peuples autochtones à établir entre eux des arrangements modernes fondés sur une union libre et égale d'entités souveraines. Les défis sont grands, mais les conditions actuelles nous conviennent tous à nous bâtir un brillant avenir où les droits de tous et toutes sont garantis.

Que la classe ouvrière se constitue en la nation et investisse le peuple du pouvoir souverain avec une constitution moderne qui bâtit le Canada sur la nouvelle base historique !

Tout en oeuvre pour bâtir le Nouveau !



Tout en oeuvre pour faire triompher la cause de la justice, de la liberté et de la démocratie!

- Pauline Easton et K.C. Adams -

Par leurs luttes pour la justice, la liberté, la démocratie et la paix, les travailleurs et le peuple développent une conscience sociale qui les favorise. Le berceau idéologique impérialiste comprend de profonds préjugés antiouvriers, anticomunistes et racistes, et une conception du monde qui accepte comme normal un monde divisé entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont leurs sujets. Tout ce cadre est conçu pour s'assurer que l'effort du peuple pour s'investir de pouvoir n'aboutisse pas. C'est un fondement idéologique qui sert à empêcher le peuple d'apporter le genre de

changement qui lui est favorable. Cela signifie que le besoin n'a jamais été aussi grand d'activer le facteur humain/conscience sociale et d'aller au-delà des limites imposées par les rapports et les arrangements sociaux actuels qui servent à préserver la domination des élites sur le peuple.



L'idéologie antiouvrière, anticomuniste et raciste organisée par l'État vise à empêcher les travailleurs et la classe ouvrière elle-même de se considérer comme les dirigeants d'un projet d'édification nationale qui place les forces productives modernes de la grande production industrielle sous le contrôle de ceux qui font le travail et les réconcilie avec leur nature socialisée. La classe ouvrière est le plus grand produit des nouvelles forces productives et la seule classe sociale qui peut contrôler, harnacher et utiliser les forces productives modernes sans crises récurrentes afin de garantir le bien-être de tous et de construire une société qui humanise l'environnement social et naturel.

L'idéologie antiouvrière, anticomuniste et raciste organisée par l'État constitue de la désinformation. Il est bien connu que le racisme est organisé par l'État pour saper l'unité de la classe ouvrière dans la défense de ses droits et la construction du Nouveau. Mais la désinformation est plus que cela. La désinformation se réfère à l'activité qui détruit les formes dont le peuple a besoin pour placer ses propres points de référence au centre de ses préoccupations, plutôt que la manipulation et contremanipulation des élites dirigeantes et de leurs médias.



Le but de la désinformation est d'empêcher la classe ouvrière de voir que sa lutte pour réclamer ce qui lui appartient de droit du produit social qu'elle produit est intrinsèquement liée à la nécessité d'affranchir l'ensemble de la classe ouvrière de l'oppression de classe et d'éliminer toutes les formes d'exploitation de l'être humain par l'être humain. La classe ouvrière ne peut pas s'émanciper sans en même temps affranchir le monde entier de toutes les formes d'oppression de classe sociale. La promotion des constitutions actuelles sert à nier le fait que les formes européennes d'États-nations créées pour faire avancer la cause du capitalisme et des capitalistes en tant que but suprême du

pouvoir démocratique ne permettent plus de contenir les contradictions dans les rangs de l'élite dirigeante et entre l'élite dirigeante et le peuple. En effet, les conditions où les oligopoles mondiaux ont directement usurpé les fonctions de l'État pour avancer leurs propres intérêts privés étroits ont dépassé les frontières et les juridictions nationales. Ce qu'il faut, c'est que la classe ouvrière s'organise en une force sociale indépendante avec ses propres institutions, sa pensée, son ordre du jour et son idéologie qui s'engage dans des actions avec analyse pour faire avancer la société vers une forme supérieure qui embrasse la justice, la liberté, la démocratie et la paix. Le racisme, l'anticommunisme et l'idéologie antiouvrière servent à s'assurer que cela ne se produise pas.

La désinformation organisée par l'État sert à empêcher la classe ouvrière de s'acquitter de sa responsabilité sociale d'unir tous les opprimés dans un mouvement pour construire le Nouveau sans exploitation de classe. La condition dans laquelle la classe ouvrière a vu le jour et s'est développée considère de facto que tous les humains sont des membres égaux du corps politique et ont tous des droits en vertu du fait qu'ils sont des êtres humains. Si le mot d'ordre qui a aiguillonné l'édification de la nation au XIXe siècle était *Un pour tous et tous pour un*, aujourd'hui c'est le mot d'ordre *Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous et toutes* qui guidera l'édification nationale. Ce mot d'ordre reconnaît que la sécurité de toute section ou de tout individu n'est possible que dans un mouvement basé sur des arrangements sociaux et une gouvernance qui défendent les droits de tous et de toutes.

L'oligarchie impérialiste au pouvoir sait très bien qu'en tant que minuscule segment de la population, elle ne peut maintenir ses privilèges, son pouvoir, sa richesse sociale et son contrôle que si les travailleurs sont divisés et privés de leur propre forme organisationnelle, de leur pensée et de leur idéologie. C'est pourquoi les efforts pour promouvoir et perpétuer le racisme, l'anticommunisme et l'idéologie antiouvrière sont organisés par l'État. Sinon, il n'y a aucune raison pour que bon nombre des discussions qui ont lieu existent si ce n'est que pour saper la conscience du peuple pour que sa lutte pour un changement qui lui est favorable soit menée dans une voie sans issue. L'élite dirigeante promeut le racisme, l'anticommunisme et l'idéologie antiouvrière aujourd'hui pour affaiblir le mouvement ouvrier pour la défense du bien-être et des droits des travailleurs et pour l'empêcher d'acquérir suffisamment de force pour contester le pouvoir de l'oligarchie impérialiste.

Il est bien connu qu'une section de la classe ouvrière est maintenue en tant que main-d'œuvre bon marché pouvant être exploitée dans des secteurs spécifiques, tels que l'industrie des services, l'industrie de la santé, l'industrie agroalimentaire et la construction. Cela permet de faire baisser la valeur d'échange de la capacité de travail en général et d'affaiblir ainsi le mouvement ouvrier dans son ensemble dans ses luttes immédiates pour revendiquer ce qui lui appartient de droit et dans sa lutte pour l'émancipation. En outre, parce que les options économiques des sections surexploitées de la classe ouvrière sont limitées, la classe dirigeante déploie des mercenaires au sein de la police et des forces militaires de l'État impérialiste, en plus des armées, services de police et agences de sécurité privés qui se multiplient. Compte tenu de l'étendue des crimes de génocide et du pillage des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, le racisme, l'anticommunisme et l'idéologie antiouvrière n'ont jamais été aussi pernicieux, au point de déshumaniser les peuples pour piller leurs ressources naturelles et la valeur de leur travail.

La splendeur du développement humain est telle qu'en défendant les plus vulnérables et en revendiquant ce qui appartient à la personne humaine de droit, l'humanité se libère des chaînes qui maintiennent les travailleurs dans la division. Le berceau idéologique des impérialistes est remplacé par les lumières que représente le communisme moderne et l'activation du facteur humain/conscience sociale qui oriente l'organisation requise pour que les actions des travailleurs propulsent l'humanité dans l'humanisation de l'environnement naturel et social.

La vague actuelle d'opposition au racisme organisé par l'État conduit à la remise en question et à la

démolition du berceau impérialiste dans la pensée et l'idéologie. La construction d'une organisation capable de consolider les acquis est la tâche qui incombe aux générations de dirigeants des luttes d'aujourd'hui, comme ce fut toujours le cas dans le passé. L'élite dirigeante impérialiste a beaucoup d'expérience dans le détournement des mouvements pour la défense des droits, mais le peuple a lui aussi une expérience formidable. Dans ce choc entre l'Ancien et le Nouveau, la classe dirigeante impérialiste est divisée sur toutes les questions, sauf sur la nécessité de contrôler le recours à la force, tandis que la classe ouvrière et le peuple ont une cause commune dans la lutte pour la justice, la liberté, la démocratie et la paix.

Tout en oeuvre pour développer la lutte de la classe ouvrière pour l'émancipation et pour réclamer ce qui lui appartient de droit !

Avançons ensemble comme une grande force sociale unie capable de changer le monde et de bâtir un brillant avenir de justice, de liberté, de démocratie et de paix !

SUPPLÉMENT

Anniversaire de la Constitution du Canada de 1867



Le gouvernement du Québec se sert de la pandémie comme prétexte pour intensifier l'offensive antisociale

La démagogie éhontée du gouvernement Legault



Des travailleurs de la santé manifestent devant le bureau du premier ministre Legault à Québec, le 19 mai 2020, pour dénoncer l'utilisation de pouvoirs arbitraires pour attaquer leurs droits. Le projet de loi 61 promet d'en faire davantage à ce chapitre.

Le 21 juin, le premier ministre du Québec, François Legault, a procédé à ce qu'il a appelé des « ajustements » aux responsabilités de certains ministres « en vue de préparer le gouvernement à une éventuelle deuxième vague de la COVID-19 ». Cette démagogie éhontée masque la réalité de la pandémie à laquelle le Québec fait face, de la crise économique qui l'accompagne et les actions antiouvrières et antisociales que le gouvernement a prises.

Utilisant la pandémie comme prétexte, le gouvernement s'est donné des pouvoirs exécutifs afin d'annuler les conventions collectives négociées avec les travailleurs. En annonçant le remaniement ministériel, le premier ministre Legault n'a fait aucune mention de cette attaque contre les travailleurs du secteur public, ce qui suggère que le remaniement signale une intensification du diktat arbitraire du gouvernement contre les travailleurs et d'autres personnes. Legault a annoncé le remaniement ministériel peu après que l'Assemblée nationale a ajourné ses travaux, soit le 12 juin, sans avoir adopté le projet de loi 61, qui a été fermement dénoncé partout au Québec comme étant régressif.

Les principaux ministères touchés par les changements à la direction sont ceux de la santé, de l'éducation, de l'immigration et le Conseil du trésor. Christian Dubé quitte la présidence du Conseil du trésor pour prendre la tête du ministère de la Santé et des Services sociaux. Cet homme de la finance, gestionnaire néolibéral, ancien premier vice-président à la Caisse de dépôt et placement du Québec, est un élément clé du gouvernement de banquiers du premier ministre Legault.

Dubé est celui qui, le 3 juin, a présenté le projet de loi 61, et son projet de loi et lui-même ont tout de suite été dénoncés par le peuple. Le projet de loi 61, présenté soi-disant au nom de la relance économique, semblable en cela au remaniement ministériel, ne comprend rien de concret pour traiter de la pandémie et de la relance. Il va plutôt mener à une plus grande concentration du pouvoir arbitraire entre les mains de l'exécutif gouvernemental pour payer les riches. La déclaration que le projet de loi 61 accélérera la construction de l'infrastructure est censée réjouir le peuple. Le peuple québécois est censé demeurer silencieux sur le côté sombre du projet de loi 61, qui écarte les règles environnementales, de santé et de sécurité et les autres règles afin de payer les riches, et qui couvre d'immunité les ministres contre les protestations populaires, dont les protestations de ceux dont la propriété sera peut-être expropriée.

En entrevue, peu après sa nomination comme ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé a dit que l'objectif de sa nomination est de renforcer la reddition de comptes dans le système de haut en bas, depuis les gestionnaires jusqu'aux employés. « La crise, avec la COVID, cela a mis en évidence des faiblesses de gestion, de manque d'information, comment vont les patients, où sont nos employés, a-t-il dit. S'il y a des gens qui pourraient faire mieux ailleurs, qui ne font pas la job, il y aura des décisions difficiles à prendre. » Il a dit que le réseau de la santé a souffert au cours des dernières années des compressions et d'une restructuration qui ont privé le système de niveaux de décisions intermédiaires. Cette affirmation est faite par un homme qui a été membre du cabinet pendant que plusieurs de ces compressions ont été faites et qui ne prend aucune responsabilité pour les dommages qu'elles ont causés, rendant le système exsangue et l'affaiblissant à la pandémie.

Bien sûr, fidèle à la tendance autoritaire de son gouvernement, Dubé laisse entendre que le système de santé a besoin d'un système de décision de haut en bas qui lui est directement inféodé et qui exclut le point de vue des travailleurs de la santé qui font le travail et connaissent bien les problèmes et les besoins réels du système. Sa nomination et sa déclaration n'annoncent rien de bon pour les travailleurs du secteur de la santé et le public qui veulent et ont besoin d'un système de santé moderne dans lequel ceux et celles qui dispensent le service et ceux et celles qui en dépendent décident de sa direction. Quand le gouvernement Legault parle de reddition de comptes, c'est toujours pour blâmer les travailleurs pour les problèmes, et criminaliser leurs actions à la défense de leurs droits et des droits de tous ceux et celles qui ont besoin d'un système de santé moderne et qui

revendiquent un tel système. Dubé s'enfoncé dans la négation de la responsabilité de son gouvernement pour les faiblesses qui ont été mises à nu pendant la pandémie.

Sonia LeBel, l'ex-procureure en chef de la Commission Charbonneau de 2011, devient ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor à la place de Dubé. C'est elle qui s'occupera des négociations du gouvernement pour le renouvellement des contrats de travail des 500 000 employés de l'État et qui sera chargée de faire adopter et de mettre en application le projet de loi 61.

La connexion qui est faite entre le rôle de LeBel dans la Commission Charbonneau et le projet de loi 61 vise à cacher toute apparence de corruption entre les intérêts privés étroits cherchant à toucher le profit maximum des contrats et projets publics et le gouvernement qui est chargé de distribuer les fonds publics. Le rôle de LeBel comme procureure à la Commission Charbonneau a été de détourner l'attention de ce que la plupart des gens ont vu comme la corruption impliquant les partis cartels au pouvoir qui ont reçu de vastes montants des grandes entreprises de la construction en échange de l'octroi de contrats publics. La Commission a cherché à voiler et à détourner l'attention de ce phénomène en attaquant les travailleurs de la construction et leurs syndicats, en prétendant que leur lutte à la défense de leurs droits était semblable aux actions de la mafia et restreignait de manière illégale l'activité économique. Avec le projet de loi 61, le premier ministre Legault veut que LeBel agisse de la même manière avec les travailleurs du secteur public et les problèmes de santé et de sécurité, l'environnement, etc., en présentant la lutte du peuple à la défense de ses droits comme empêchant la construction des projets d'infrastructure que le gouvernement met de l'avant pour payer les riches.

La plus grande corruption qui existe au Québec est le renforcement des pouvoirs arbitraires de l'État pour attaquer les travailleurs et payer les riches et couvrir les crimes du gouvernement par des lois qui lui procurent l'immunité face aux poursuites. Comme ce fut le cas pendant la Commission Charbonneau, le projet de loi 61 sera utilisé pour servir les intérêts privés des riches oligarques et marginaliser et criminaliser les actions et la voix des travailleurs.

D'autres changements au Cabinet Legault et au comité des priorités de la relance économique



Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur est scindé en deux. Jean-François Roberge demeure ministre de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur passe aux mains de Danielle McCann qui était la ministre de la Santé et des Services sociaux avant le remaniement.

Il faut se rappeler que le vendredi 7 février, le gouvernement de François Legault a forcé par bâillon l'adoption du projet de loi 40 du ministre Roberge, *Loi modifiant principalement la Loi sur l'instruction publique relativement à*

l'organisation et à la gouvernance scolaires. Cela a suscité un tollé d'opposition des enseignants et des travailleurs de l'éducation qui ont dénoncé la concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif gouvernemental et l'élimination des niveaux intermédiaires de prise de décision du passé. La loi 40 est très semblable au projet de loi 61 par son intention.

Simon Jolin-Barrette, ex-ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'intégration, a été nommé ministre de la Justice. Il avait été largement dénoncé pour ses attaques contre les

immigrants. Le gouvernement Legault réduit la classe ouvrière en une catégorie de « choses » à vendre sur le marché du travail et les immigrants font partie de ces « choses ». L'objectif est de diviser les travailleurs, d'entraver le développement de leur lutte à la défense des droits de tous et d'abaisser la valeur de la capacité de travail des travailleurs, qu'ils vendent aux employeurs.

Nadine Girault remplace Jolin-Barrette au poste de ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. Elle a été récemment nommée coprésidente du groupe d'action contre le racisme mis sur pied par le gouvernement Legault pour promouvoir la vision d'un racisme systémique pour lequel le peuple est blâmé et pour protéger les attaques racistes organisées par l'État menées par les institutions de l'État, y compris par le gouvernement lui-même.

Le premier ministre Legault a également modifié la composition du Comité des priorités de la relance économique créé à la fin mars 2020 en pleine pandémie. À sa création, le premier ministre avait dit que ce comité est le « filtre de toutes les dépenses gouvernementales ». Il avait dit que sauf pour le domaine de la santé, chaque somme investie devra répondre à une seule question : « Est-ce stratégique pour la relance ? »

Ce charabia néolibéral vise à enjoliver et à renforcer l'économie qui paie les riches au détriment des droits et du bien-être du peuple et de la nécessité que sa voix et la prise en mains des affaires de la société soient au centre de toutes les décisions économiques et du développement.

Le Comité des priorités de la relance économique fonctionne en vase clos, comme s'il était un conseil d'administration des grandes entreprises, qui décide où la valeur expropriée doit être dépensée. En fait, le cabinet gouvernemental fonctionne comme un comité exécutif au Québec de l'oligarchie mondiale. Il s'assure que toutes les ressources, toute l'infrastructure et les travailleurs du Québec sont toujours disponibles pour être exploités et que la valeur qu'ils créent puisse être expropriée légalement et déclarée la propriété privée des oligarques mondiaux au sein d'une superstructure juridique d'État agissant au moyen de pouvoirs de police qu'une idéologie et un non-sens néolibéraux cherchent à embellir.

Le Comité des priorités de la relance économique comprend Pierre Fitzgibbon, le ministre de l'Économie et de l'Innovation, Eric Girard, le ministre des Finances, Jean Boulet, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sonia LeBel, la présidente du Conseil du trésor, Nadine Girault, la nouvelle ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, Benoît Charette, le ministre de l'Environnement, et Geneviève Guilbault, la vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique.

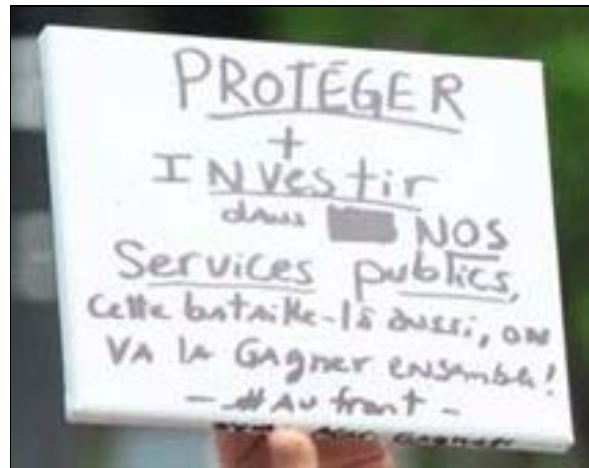


Le projet de loi 61: utilisation de la pandémie et de la relance de l'économie pour renforcer les pouvoirs arbitraires de l'État

Le juin, le gouvernement Legault a déposé le projet de loi 61, *Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19*. Le but déclaré du projet de loi est d'atténuer les conséquences de l'état d'urgence sanitaire en accélérant la construction de 202 projets publics d'infrastructure, tels les écoles, les résidences pour personnes âgées, les routes et le transport en commun, pendant une période de deux ans. Le projet de loi donne l'option au gouvernement de décréter que d'autres projets publics ou privés sont couverts par celui-ci. Selon le premier ministre

François Legault, les pouvoirs conférés par le projet de loi, qui ont été largement dénoncés comme étant arbitraires, sont essentiels à la relance de l'économie après des semaines de fermeture imposées en raison de la pandémie.

Pris dans son ensemble, le projet de loi est une vaste tentative de renforcer les pouvoirs arbitraires de l'État et de priver encore plus les travailleurs et le peuple de toute voix sur les affaires qui les concernent, en utilisant la pandémie et la relance de l'économie comme prétexte. Il prive aussi encore plus l'Assemblée nationale et ses membres de tout pouvoir législatif, en concentrant tout pouvoir décisionnel entre les mains des ministres pour servir des intérêts privés étroits. Le projet de loi 61 confère au gouvernement le pouvoir d'étendre l'état d'urgence sanitaire sans égard à ce que prescrit la *Loi sur la santé publique* et sans examen de la part du public et même des membres de l'Assemblée nationale.



L'arrêté ministériel par lequel a été décrété l'état d'urgence sanitaire le 13 mars a donné le pouvoir arbitraire à l'exécutif gouvernemental d'annuler toutes les ententes négociées avec les travailleurs de la santé et des services sociaux. L'exécutif a utilisé ce pouvoir pour changer unilatéralement les conditions de travail dans le secteur de la santé et des services sociaux. L'extension de ce pouvoir arbitraire pour une période indéfinie est une attaque grave contre les travailleurs et leurs droits qui ne doit pas passer !

En plus de l'attaque contre les travailleurs du secteur public, le projet de loi 61 donne tout pouvoir à l'exécutif gouvernemental d'annuler et d'enfreindre les lois et la réglementation existantes sous prétexte d'accélérer la relance de l'économie. Le projet de loi 61 permet à l'exécutif gouvernemental d'annuler les clauses de la *Loi sur la santé publique*, de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, de la *Loi sur l'expropriation* et de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, et accorde l'immunité face à toute poursuite contre les ministres du gouvernement et de toute autre personne qui a recours à cette loi.

Le projet de loi 61 confère à l'exécutif gouvernemental le pouvoir d'éliminer comme bon lui semble la réglementation environnementale, la réglementation concernant l'expropriation des personnes au nom des projets économiques et la réglementation qui concerne l'octroi des contrats publics à des entreprises privées pour la construction des projets d'infrastructure, tout en accordant l'immunité face à toute poursuite pour tout méfait. On ne doit pas permettre cet accaparement d'un plus grand pouvoir exécutif.

Une crise comme la pandémie ne doit pas être utilisée pour attaquer le peuple, violer ses droits et l'exclure de manière encore plus violente du pouvoir décisionnel. Les travailleurs doivent examiner cette situation et intensifier leur lutte pour s'investir du pouvoir pour que les problèmes causés par la pandémie puissent être résolus en leur faveur, pas en faveur des riches. La pandémie est une nouvelle preuve de la nécessité d'une nouvelle direction de l'économie, une direction qui est décidée par le peuple et qui est sous son contrôle.

Les travailleurs et le peuple demandent que ce projet de loi régressif soit retiré immédiatement. Ceux qui ont présenté ce projet de loi antiouvrier et antisocial et qui insistent pour le faire adopter afin de fournir à l'exécutif gouvernemental des pouvoirs arbitraires encore plus grands doivent être déclarés inaptes à gouverner et démis de leurs fonctions.

La manoeuvre du gouvernement du Québec pour faire adopter le projet de loi 61

Le projet de loi 61 a été présenté le 12 juin, 9 jours seulement avant le jour officiel de l'ajournement des travaux de l'Assemblée nationale pour l'été. Le premier ministre François Legault, Christian Dubé, alors président du Conseil du trésor, et d'autres porte-paroles du cabinet ont demandé avec arrogance qu'il soit adopté à toute vapeur avant l'ajournement.

Bien que le gouvernement Legault soit majoritaire à l'Assemblée nationale, le consentement unanime des trois partis de l'opposition et des députés indépendants de l'Assemblée nationale était requis pour que le principe de la loi soit adopté, ce qui permet de le traiter en comité et de passer aux lectures subséquentes. Il existe une règle de procédure de l'Assemblée nationale en vertu de laquelle le consentement unanime des députés est requis pour l'adoption du principe d'un projet de loi lorsque celui-ci est présenté après la mi-mai avant l'ajournement pour l'été.

Dans un effort pour obtenir le consentement unanime des membres de l'Assemblée nationale, le gouvernement Legault a présenté 18 amendements la veille de l'ajournement. La tentative de Legault d'« adoucir » le projet de loi n'a pas réussi à obtenir le consentement unanime des députés pour l'adoption de son principe. L'opposition populaire au projet de loi était si forte que, selon plusieurs commentateurs, il aurait été suicidaire pour les autres partis et membres de l'Assemblée nationale de se plier à cette manoeuvre du gouvernement Legault. Il est probable que lorsque l'Assemblée nationale reprendra ses travaux en septembre le gouvernement Legault utilisera sa majorité pour faire adopter le principe du projet de loi, en dépit de l'opposition croissante du peuple.



Les traits régressifs du projet de loi 61

Avec le projet de loi 61, *Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19*, le gouvernement veut se donner le pouvoir exécutif de violer et outrepasser les lois existantes afin d'accélérer la construction de 202 projets publics d'infrastructure, comme les écoles, les résidences pour personnes âgées, les projets routiers, le transport en commun, pendant une période de deux ans. Le projet de loi permet à l'exécutif gouvernemental Legault d'ajouter d'autres projets publics ou privés à ceux qui sont couverts par la loi. Le projet de loi comprend des traits régressifs que plusieurs ont dénoncés comme étant arbitraires, comme le maintien du pouvoir de priver les travailleurs du secteur public de leur droit à des conditions de travail qu'ils jugent acceptables et qui sont inscrites dans des conventions collectives négociées.

Violation de la *Loi sur la qualité de l'environnement*

L'article 15 du projet de loi prévoit que le gouvernement peut, par décret exécutif, déclarer que des clauses de la *Loi sur la qualité de l'environnement* ne s'appliquent pas à certains projets. Le projet de loi 61 donne à l'exécutif gouvernemental le pouvoir de décréter l'accélération de la construction de certains projets et de les couvrir d'une réglementation qui remplace celle qu'on retrouve dans la *Loi sur la qualité de l'environnement*. En vertu de ce pouvoir, la réglementation décrétée par l'exécutif gouvernemental devient loi, selon le bon vouloir de l'autorité. Cela veut dire que le gouvernement peut créer des clauses de remplacement comme bon lui semble, probablement pour accommoder de puissants intérêts privés, et outrepasser et enfreindre des clauses de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

Violation de la *Loi sur l'expropriation*

Dans les cas de l'expropriation de la propriété d'individus pour laisser le champ libre aux projets économiques, l'autorité exécutive habilitée par le projet de loi 61 peut déclarer illégale toute contestation juridique de la part des expropriés en vertu de la *Loi sur l'expropriation*. Selon le gouvernement, ce pouvoir arbitraire de nier les droits, en violation des lois existantes, est une chose nécessaire à l'accélération des projets économiques, qui est un argument faux et pragmatique.

Violation de la *Loi sur les contrats des organismes publics*

En ce qui concerne l'octroi des contrats publics, le projet de loi prescrit que le gouvernement peut, par réglementation ou sur recommandation du Conseil du trésor, déterminer des conditions qui enfreignent la *Loi sur les contrats des organismes publics*. Cela peut vouloir dire l'élimination des appels d'offres afin de faciliter l'octroi de contrats à des monopoles spécifiques par décret exécutif. Ce pouvoir exécutif arbitraire n'est pas nouveau en soi. Il existe déjà et a souvent été utilisé. Ce qui est nouveau c'est qu'un projet de loi décrète maintenant que ce pouvoir exécutif est au-dessus de la réglementation existante.

Cette clause a causé un émoi particulier ramenant à la mémoire la corruption hideuse sous la forme d'octroi de contrats publics à des entreprises privées en échange de financement des partis politiques. En réponse, le gouvernement a maintenant déclaré que le pouvoir de restreindre les appels publics d'offres s'appliquera seulement aux projets gérés par des organismes municipaux.

Prolongement de l'urgence sanitaire pour une période indéfinie

Entre autres choses, la déclaration d'une urgence sanitaire du 13 mars 2020 a donné le pouvoir à l'exécutif gouvernemental d'annuler toutes les ententes négociées avec les travailleurs de la santé et des services sociaux afin de changer unilatéralement leurs conditions de travail. Cette attaque contre les droits des travailleurs a été fermement condamnée.

Le projet de loi 61 comprend une clause qui prévoit que l'état d'urgence sanitaire et ses pouvoirs antiouvriers sont étendus pour une période indéfinie. Cela contrevient à la *Loi sur la santé publique* en vertu de laquelle l'urgence sanitaire a été déclarée. Selon cette loi, l'état d'urgence sanitaire est en vigueur pendant un maximum de dix jours. Le gouvernement doit alors renouveler l'état d'urgence à chaque dix jours aussi longtemps qu'il juge l'urgence nécessaire, ou à chaque 30 jours s'il cherche le consentement de l'Assemblée nationale. Le gouvernement a proposé un amendement au projet de loi dans lequel l'état d'urgence et ses attaques arbitraires contre les travailleurs du secteur public sont maintenus jusqu'en octobre 2020 et plus longtemps si nécessaire.

Immunité gouvernementale face aux poursuites

Comme ce fut le cas avec le décret de l'état d'urgence sanitaire et les pouvoirs qu'il confère, tout ce projet de loi est conçu pour fournir une immunité totale à l'exécutif gouvernemental. Le préambule du projet de loi dit : « Le projet de loi prévoit une immunité de poursuite judiciaire pour le gouvernement, un ministre, un organisme public ou toute autre personne qui accomplit de bonne foi un acte dans l'exercice de pouvoirs que le projet de loi introduit ou dans l'exécution de mesures prises en vertu de ceux-ci. »

Tout ceci crée une situation très dangereuse pour le peuple et la société québécoise. La pandémie et l'état d'urgence sanitaire, et maintenant la relance de l'économie sont utilisées pour concentrer encore davantage le pouvoir politique en un nombre toujours plus restreints de mains qui sont entièrement subordonnées aux intérêts privés étroits. Par exemple, avec ce projet de loi, le

1

Une manifestation devant le quartier de la police de la région de Peel pour obtenir justice pour Ejaz Choudry

Des dirigeants de la communauté musulmane ont pris la parole lors du rassemblement. Mustafa Farooq, président du Conseil national des musulmans canadiens (NCCM), a pris la parole en premier, demandant : « Comment un appel de vérification du bien-être d'une personne finit-il par emporter une vie ? » Ejaz Choudry, a-t-il dit, n'était un danger pour personne d'autres que lui-même.

Farooq a appelé à un traitement égal de tous, sans distinction de race, de religion ou de santé mentale, et a promis que le NCCM continuerait de plaider en faveur de la justice, de la transparence, de la responsabilité et des réformes qui sont primordiales pour servir la communauté à l'avenir.

L'imam Ibrahim Hindy s'est exprimé au nom du Conseil musulman de Peel. Il a dit que la police a laissé tomber le public dans la mort d'Ejaz Choudry et que ce n'était pas un cas isolé. Les minorités nationales et les personnes marginalisées subissent des injustices similaires de plus en plus nombreuses dans leurs communautés. Il a appelé à mettre fin à l'impunité des policiers pour leurs actes d'agression. L'imam Hindy a également réitéré ce que beaucoup disent - qu'au lieu de dépenser de l'argent dans des unités tactiques utilisées pour tuer des gens, l'argent devrait être affecté au financement de la santé mentale. Ses propos ont été accueillis par le slogan : « Définancez la police ».

Les deux neveux de M. Choudry ont pris la parole et ont remercié la communauté pour son ferme soutien. Au nom de la famille, ils ont demandé : « Combien de temps faut-il à l'Unité des enquêtes spéciales (UES) pour enquêter ? » et « Combien de temps faut-il pour obtenir justice ? ». Les manifestants ont répondu par les slogans : « Arrêtez la violence policière ! » et « Arrêtez de tuer des civils innocents ! ».



L'Iman de la mosquée Masjid à Malton a déclaré que M. Choudry était affectueusement connu de tous comme « oncle ». L'Iman a souligné que les communautés noires et autochtones subissent également des violences policières et des morts comme celle par balle d'Ejaz Choudry. Il a plaidé pour le définancement de la police et l'affectation de l'argent aux besoins des communautés.



Nigel Barrieff de l'Alliance urbaine sur les relations raciales s'est prononcé contre l'énorme budget de la police de la région de Peel et pour le besoin de justice pour les victimes de violence policière et de morts aux mains de la police.

Des familles d'autres victimes de morts aux mains de la police sont également venues demander

justice pour Ejaz Choudry. Un porte-parole de la famille de D'Andre Campbell était présent, tout comme une porte-parole de la famille de Régis Korchinski-Paquet. Campbell était un homme de 26 ans en détresse mentale cherchant de l'aide lorsqu'il est mort aux mains de la police en avril. Régis Korchinski-Paquet, 29 ans, est décédée d'une chute du balcon de son appartement du 24^e étage lors d'une intervention de vérification du bien-être par la police de Toronto le 27 mai. Comme pour la famille Choudry, la famille de Régis Korchinski-Paquet exige des réponses. La porte-parole a reçu les applaudissements les plus bruyants de l'après-midi lorsqu'elle a crié avec défi : « Ce n'est pas une question de Noirs. Ce n'est pas une question de Musulmans. C'est une question de droits humains. »

La défense populaire de Malton continue de planifier des réunions pour discuter et analyser les prochaines étapes à suivre pour obtenir justice pour Ejaz Choudry et d'autres victimes de violence policière. Dans le processus, ils ont l'intention de faire leur propre enquête sur ce qui s'est passé et, sur la base de leur propre travail, s'investir du pouvoir.



Un barbecue communautaire de la Fête du Canada à Malton

Le 1er juillet, la communauté de Malton a organisé un barbecue communautaire à l'occasion de la Fête du Canada pour s'adresser à Malton et l'unir dans la lutte contre la brutalité et la violence policières et les morts aux mains de la police. Environ 400 personnes de différentes nationalités y ont participé, avec un seul message et une seule voix - justice pour la mort d'Ejaz Choudry et que la police rende des comptes pour la violence policière et les morts aux mains de la police.

Dans l'atmosphère festive de la rencontre, les jeunes de la communauté ont décidé de prendre une fois de plus position et de faire preuve de résistance en bloquant l'intersection des chemins Morningside et Goreway où ils ont scandé : « Pas de justice, pas de paix ! » La police de Peel est arrivée et a cherché à persuader la foule de mettre fin au barrage. Mais beaucoup dans la foule ont confronté la police et ont exigé les noms des agents qui ont tué M. Choudry. Les gens ont demandé à la police de quitter la zone en scandant : « Les armes ne sont pas autorisées ici », « Pas de justice, pas de paix ! ». Les policiers, en infériorité numérique, ont décidé de quitter aux cris de joie de la foule.



Mettre fin à l'impunité policière

- Lorne Gershuny -



Manifestation « Justice pour Ejaz » devant le quartier général de la police de Peel, le 27 juin 2020

La mort odieuse de George Floyd lors de son arrestation par la police de Minneapolis le 25 mai dernier a été, à juste titre, condamnée massivement non seulement aux États-Unis, mais aussi au Canada et dans d'autres pays. Des millions de personnes ont regardé avec horreur un policier faire usage d'une violence mortelle pour réprimer toute résistance à l'arrestation, ignorant froidement les appels désespérés de M. Floyd pour sa vie. Partout, les gens sont en colère, et c'est compréhensible, de voir se répéter en toute impunité ce genre de brutalité policière lors d'une arrestation malgré l'indignation qu'elle provoque.

Dans les cas passés qui sont frais dans la mémoire collective, la réponse des autorités de l'État a été de blâmer la victime de cette attaque, d'exonérer les vrais criminels et de maintenir en place un système qui forme et encourage la police à utiliser autant de violence qu'elle juge nécessaire pour écraser toute résistance à une arrestation, même si elle tue la personne au cours de l'arrestation.

Le passage à tabac et la sauvagerie de l'arrestation de Rodney King en 1991 sont connus mondialement. Quatre policiers de Los Angeles avaient été filmés en train d'asséner 56 coups de matraque à M. King alors qu'il se tordait de douleur au sol en essayant de repousser leurs coups de matraque. Les policiers ont été accusés d'avoir fait un usage excessif de la force. Au procès, ils ont plaidé qu'ils avaient légalement le droit d'utiliser autant de force que nécessaire pour maîtriser M. King et l'obliger à obéir à leurs ordres de cesser de résister, et qu'il était lui-même responsable de la violence utilisée contre lui. Trois des policiers ont été acquittés et le procès du quatrième s'est terminé par un désaccord du jury. Cette injustice flagrante a provoqué des manifestations de colère à Los Angeles et dans d'autres villes, dont Toronto. Deux des agents ont par la suite été condamnés pour violation des lois fédérales sur les droits civils.



En 2014, Eric Garner a été victime d'une arrestation brutale dans la rue par un groupe de policiers de New York. Il a été plaqué au sol au moyen d'une technique d'étranglement, puis un policier lui a écrasé la poitrine et a pressé sa tête sur le trottoir en béton jusqu'à ce qu'il succombe d'une crise d'asthme mortelle. Une vidéo de l'arrestation sur les lieux montre clairement que les policiers ont ignoré les supplications de M. Garner pour qu'ils arrêtent parce qu'il ne pouvait pas respirer. Un grand jury a décidé de ne pas inculper le policier qui a directement causé la mort de M. Garner et le ministère fédéral de la Justice a également refusé de porter plainte. Une fois de plus, un énorme tollé s'est élevé contre l'impunité des brutalités policières. En 2019, le policier coupable a été jugé non pas pour la mort de M. Garner, mais pour avoir enfreint les règlements du département de police en utilisant une technique d'étranglement interdite et pour voies de fait graves. Il a été reconnu coupable d'avoir enfreint les règlements, mais pas de voies de fait graves. Le policier a été licencié, cinq ans après la mort d'Eric Garner, mais aucune autre sanction n'a été imposée.

Avant cela, à Toronto en 2000, Otto Vass est mort après avoir été arrêté par quatre policiers torontois devant un dépanneur. Lorsque M. Vass s'est opposé à l'arrestation, les policiers l'ont plaqué au sol et l'ont mis sur le dos. L'un des policiers s'est agenouillé de tout son poids sur la poitrine de l'homme jusqu'à ce qu'il cesse de bouger parce qu'il était mort. Même mort, M. Vass a été traité avec indignité : la cause officielle du décès a été déclarée être un arrêt cardiaque dû à un épisode maniaque aiguë et à un délire agité. La communauté s'est organisée pour demander des poursuites et exiger justice. Les quatre policiers ont été accusés d'homicide involontaire. Au procès, leur plaidoyer a été qu'ils avaient légalement raison d'utiliser autant de force qu'ils estimaient nécessaire pour que M. Vass cesse de leur résister, même s'ils l'ont tué, et ils l'ont blâmé pour sa propre mort, disant qu'il avait « récolté ce qu'il avait semé ». Les quatre policiers ont été acquittés par un jury.

Les manifestations persistantes qui font rage à Minneapolis et dans de nombreuses autres villes montrent clairement que partout dans le monde les gens veulent mettre fin à l'impunité pour les actes de brutalité et de violence policières. Un aspect de la solution consisterait à s'assurer que les auteurs de crimes soient punis pour leurs crimes. Les quatre policiers impliqués dans la mort de M. Floyd ont tous été accusés de meurtre à des degrés divers, mais il reste à voir si le système de justice du Minnesota les tiendra pour responsables de leur crime ou si, comme leurs prédécesseurs, ils échapperont à leurs responsabilités en affirmant que la violence mortelle qu'ils ont utilisée au cours de l'arrestation était parfaitement correcte et appropriée.

Pour l'avenir, il y a des changements juridiques qui peuvent être fait pour décourager le recours à la violence mortelle contre toute personne qui résiste à l'arrestation, mais qui ne constitue pas une menace réelle pour qui que ce soit. Au Canada, le droit pénal pourrait spécifier clairement que causer la mort dans le cadre de l'exécution d'une arrestation n'est jamais justifiable, sauf en cas de légitime défense, pour remplacer la loi actuelle qui permet à un policier de soutenir que la force mortelle employée n'était pas excessive dans les circonstances. Ce n'est là qu'une proposition qui pourrait amorcer un changement dans la culture d'impunité pour les actes de brutalité et de violence policières. Si cela pouvait sauver ne serait-ce qu'une seule vie en forçant un policier à y penser deux fois avant de provoquer la mort d'une personne sous sa garde, alors un tel changement en vaudrait la peine. Quoi qu'il en soit, nous devons continuer à élever la voix pour protester contre la fréquence des actes des brutalités policières et pour bâtir une société où l'état de droit garantit véritablement l'égalité des droits de tous et de toutes.

***Mettez fin à l'impunité pour les actes de brutalité policière !
Punissez les policiers criminels !***



Non à l'annexion de territoires palestiniens!

Journée de rage contre l'annexion israélienne de territoires palestiniens



Gaza, Palestine, le 1er juillet 2020

Le 1er juillet a été nommé Journée de rage par la résistance palestinienne contre les plans israéliens d'annexer une importante partie des territoires palestiniens occupés. Au cours des semaines menant au 1er juillet, des manifestations ont eu lieu dans tous les territoires occupés, en Europe, aux États-Unis ainsi qu'au Canada pour condamner le plan d'annexion des sionistes israéliens. Le 1er juillet est la date fixée par les dirigeants du gouvernement israélien pour officiellement exécuter l'annexion de près de 30 % de la Vallée du Jourdain et de sections de la Cisjordanie occupée.

Israël n'a pas respecté l'échéancier du 1er juillet — certains disent que c'est voulu, que l'objectif est d'exercer le maximum de pression sur les Palestiniens pour qu'ils se soumettent à la proposition de l'« Entente du siècle » annoncée en janvier de cette année par le président des États-Unis Donald Trump. Si c'est là l'objectif, c'est un échec.

L'annexion, la légitimation du rôle de l'État sioniste d'Israël sur les Palestiniens, la négation de leurs droits en tant que peuple, y compris leur droit de retour, est le vrai visage de l'Entente du siècle. De son côté, le Canada est resté muet face à la violation flagrante du droit international orchestrée par l'impérialisme américain et l'État sioniste d'Israël.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a immédiatement dénoncé la proposition du président Donald Trump, disant que c'était une provocation et un acte de violence contre le peuple palestinien. Le 31 janvier, le PCC(M-L) a écrit : « Ce plan vise à éteindre ses droits, en particulier le droit de retour, un droit collectif qui a été affirmé année après année par l'Assemblée générale des Nations unies. En proposant que les plus de 7 millions de Palestiniens, dont ceux de Gaza et de Cisjordanie, soient établis dans ce qui sera un



bantoustan à Gaza, dans les pays où ils vivent actuellement ou dans un autre État que les États-Unis vont généreusement négocier, le plan vise à éteindre la mémoire historique du peuple palestinien et ses décennies de lutte pour ses droits, exprimées si glorieusement par la 'Marche du droit de retour' à Gaza en 2018 et 2019. »

Sur le plan international, plusieurs, y compris le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, l'Union européenne et d'autres, ont dénoncé le plan d'annexion comme une menace à la paix et ont exigé d'Israël qu'il renonce à ce plan. « L'annexion par Israël, a dit le secrétaire général de l'ONU, constituerait une violation très grave du droit international, compromettrait gravement la perspective d'une solution des deux États et réduirait à néant la possibilité de reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens. »

Dans ce numéro, *LML* présente des photos et des rapports d'actions de la Journée de la rage et republie des déclarations d'organisations palestiniennes au Canada et une lettre ouverte signée par 59 diplomates canadiens appelant le Canada à prendre position en appui à un ordre international fondé sur l'état de droit et à rejeter l'annexion par Israël de territoires palestiniens occupés. *LML* appelle tous les Canadiens à appuyer sans réserve les actions dans leur région en appui au droit d'être du peuple palestinien, de sa souveraineté et de l'État palestinien.



Marche de 100 000 personnes à Gaza le 1er juillet 2020



Ramallah, le 1er juillet 2020.

La réponse des organisations palestiniennes au Canada à l'annexion

Le 24 juin, une coalition de 13 organisations palestiniennes au Canada a publié une lettre au premier ministre Trudeau exhortant le Canada à prendre position contre le plan d'Israël d'annexer des sections de la Palestine occupée, à défendre le droit international et à favoriser l'autodétermination du peuple palestinien. On peut y lire :

Le très honorable Justin Trudeau, Premier Ministre du Canada,

Par la présente, nous exhortons le gouvernement à rejeter les plans d'Israël d'annexer des régions des territoires palestiniennes occupés par Israël en Cisjordanie, notamment les terres palestiniennes dans la Vallée du Jourdain au nord et au sud de Jéricho.

La politique du Canada a toujours été que la paix entre Israéliens et Palestiniens n'est possible que par des négociations directes entre Israël et les Palestiniens. Si Israël exécute son plan d'annexion, la solution de deux États ne serait plus possible et l'espoir de paix et de justice en Palestine-Israël serait reporté.

L'annexion de territoires occupés est une violation flagrante du droit international et des principes de la Charte des Nations unies. L'Union européenne et plusieurs pays européens, y compris la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, ont déjà exprimé leur vive opposition aux plans d'Israël. Le fait que le gouvernement ne dit mot est alarmant et problématique et contredit ses prétentions de favoriser un ordre international fondé sur les règles.

Une simple condamnation ne suffit pas. Le Canada doit montrer à Israël qu'il y a des conséquences à agir au mépris du consensus mondial pour un règlement négocié entre Israël et les Palestiniens. En fait, le gouvernement canadien doit envisager des sanctions commerciales contre le gouvernement israélien si celui-ci n'abandonne pas ses plans d'annexion.

La communauté palestino-canadienne apprécie les nombreuses démarches que le gouvernement canadien a faites, telles que rétablir le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient, ainsi que le refus de déménager l'ambassade du Canada de Tel Aviv. Mais il faut plus que simplement réagir aux plans d'annexion illégaux d'Israël. Nous exhortons le gouvernement canadien à opter pour une perspective à long terme et à oeuvrer activement en faveur de l'autodétermination du peuple palestinien. À ce titre, nous vous demandons de tenter de mettre fin à l'occupation du territoire palestinien par Israël, de reconnaître le peuple palestinien en tant que nation sur le plan international et de reconnaître l'État de Palestine et son droit de vote intégral aux Nations unies.

Une fois de plus, nous vous exhortons, au nom de tous les Palestino-Canadiens et de tous les Canadiens de bonne foi, de ne pas ignorer ce geste illégal et provocateur d'Israël. Au contraire, le Canada doit prendre fermement position en appui à la justice, à la paix, au droit international et à la liberté et à l'autodétermination du peuple palestinien.

Respectueusement vôtre,

Au nom de la Coalition

M. Mousa Zaidan, président (Association des Canadiens arabes palestiniens– Région de la capitale)

Voir [la liste complète des signataires](#).

(Traduit de l'anglais par LML)



Des Canadiens dénoncent le soutien du gouvernement aux crimes de guerre d'Israël



Près de 200 personnes ont répondu à l'appel de la jeunesse palestinienne à un rassemblement devant le Monument pour les droits de la personne à 15 h 30 le dimanche 28 juin, à Ottawa, en opposition à l'annexion illégale de la Cisjordanie palestinienne. Des actions semblables ont eu lieu ailleurs au pays.

Deux organisatrices ont fait de brèves allocutions au début du rassemblement et ont demandé que soit respectée la distanciation physique avant que tout le monde se mette en marche sur la rue Elgin pour aller manifester devant le bureau du premier ministre. Les oratrices ont fait valoir que l'annexion illégale de la Cisjordanie prévue le 1er juillet est une crise mondiale et une violation catastrophique des droits humains. Le rassemblement est le coup d'envoi d'une campagne d'actions et d'événements pour bâtir l'opposition nationale à la mainmise militaire illégale des terres en Palestine et au nouveau déplacement des Palestiniens. Les jeunes ont affirmé que la lutte du peuple palestinien ne fait qu'une avec les luttes des Premières Nations au Canada ainsi que la lutte des Afro-Américains, faisant toutes partie de la même lutte pour la justice. Un groupe de jeunes Autochtones a chanté en appui à la cause palestinienne devant le bureau du premier ministre.

Les oratrices ont dénoncé la proche collaboration entre le gouvernement canadien et Israël dans deux domaines en particulier, celui du maintien de l'ordre et celui de l'Accord de libre-échange Canada-Israël, ainsi que l'appui du Canada à Israël devant la Cour pénale internationale en février.

La collaboration sur le maintien de l'ordre

Les liens entre le Canada et Israël en termes du maintien de l'ordre sont nombreux. La signature en 2008 de la *Déclaration d'intention entre le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada et du ministère de la Sécurité publique du gouvernement de l'État d'Israël* n'est qu'un exemple du rapprochement entre les institutions de sécurité canadiennes et israéliennes. Celles-ci comprennent, mais non exclusivement, l'aérospatial, les technologies de sécurité et de surveillance maritime et terrestre, le développement de technologies antiterroristes, le cyberspace et les communications, ainsi que la sécurité civile et les interventions antiémeute.

L'Accord de libre-échange Canada-Israël

L'Accord de libre-échange Canada-Israël (ALÉCI) entré en vigueur le 1er janvier 1997 a éliminé les droits de douane sur tous les produits industriels fabriqués au Canada et en Israël. Le 2 mai 2018, François-Philippe Champagne, alors le ministre canadien du Commerce international, et Eli Cohen, le ministre israélien de l'Économie et du Commerce, se sont rencontrés à Montréal, au Québec, pour signer le Protocole portant amendement à l'ALÉCI.

Sur le site du gouvernement du Canada, sous une rubrique « Profil de pays : Israël » qui explique l'« importance d'Israël », on dit que les principales exportations canadiennes vers Israël (moyenne pour 2016-2018) sont les aéronefs et pièces d'aéronefs (90,7 millions de dollars). On y souligne qu'Israël compte l'une des dix plus importantes industries manufacturières liées à la défense au monde laquelle est soutenue par un budget annuel de 18 milliards de dollars américains. On mentionne que l'éducation est une partie importante des relations entre le Canada et Israël, ainsi que les technologies d'information et de communication qui représentent l'un des plus importants secteurs pour les ventes, les partenariats et les investissements technologiques entre le Canada et Israël. D'autres domaines communs sont les sciences de la santé et de la vie, où de nombreuses possibilités de partenariats existent pour les entreprises canadiennes issues de divers secteurs, y compris la santé numérique (dont l'intelligence artificielle), les neurosciences et les technologies médicales complémentaires.

La Cour pénale internationale

Aussi récemment qu'en février, le gouvernement canadien a appuyé Israël lorsque la Cour pénale internationale a décidé que des crimes de guerre « avaient été commis ou étaient commis » en Cisjordanie. Le gouvernement canadien, plutôt que de prendre position sur la question des crimes commis contre le peuple palestinien, s'est lâchement caché derrière une position « de longue date » à l'effet qu'il ne reconnaissait pas l'État palestinien et ainsi il ne reconnaissait pas « l'accession d'un tel État aux traités internationaux ».

Les Haligoniens à la défense des Palestiniens et des droits de tous et toutes



Le 1er juillet, Halifax s'est dressé en appui au droit d'être du peuple palestinien et à la défense des droits de tous. Près de 800 personnes se sont rassemblées dans le port de Halifax pour condamner les plans d'Israël d'annexer des grandes étendues de territoires palestiniens. Elles se sont rassemblées en appui à la lutte de plusieurs siècles des peuples autochtones pour affirmer leur droit d'être. Elles se sont rassemblées en appui au mouvement Black Lives Matter et pour les droits LGBTQ, contre la violence policière raciste organisée par l'État — en somme, à la défense des droits de tous et toutes.

Plusieurs Mi'kmaq et leurs sympathisants ont exprimé leur appui au peuple palestinien après avoir organisé leur propre rassemblement au Parc de la Paix et de l'Amitié pour dénoncer le colonialisme et le racisme dont sont la cible les peuples autochtones. Poètes, éducateurs et artistes ont mis leur talent à contribution. Un porte-parole de Voix juives indépendantes a exprimé la ferme opposition des personnes juives aux crimes commis par l'État sioniste d'Israël contre les Palestiniens. Des représentants LGBTQ ont fait valoir que le vrai visage d'Israël, c'est l'annexion, et non cette image de tolérance et de démocratie libérale qu'il tente de projeter.

Le docteur Ismail Zayid, au nom de Canadiens, Arabes et Juifs pour une Paix juste, a condamné le plan d'annexion d'Israël. Il a dit que ce n'est rien de moins qu'un crime de guerre et une violation absolue du droit international. Il a dit que le Canada doit agir de façon significative pour défendre les droits du peuple palestinien, que les peuples autochtones et palestiniens partagent des expériences similaires face au colonialisme et que leur droit de retour et leurs droits en tant que peuple doivent être reconnus.

Le 1er juillet était la Journée internationale de la rage appelée par les organisations de résistance palestiniennes. C'était aussi la Fête du Canada et Halifax a exprimé ce que le peuple canadien défend en ce 1er juillet ! Notre sécurité est dans notre lutte pour les droits de tous toutes !

(Source : *The Nova Scotia Advocate*)



Le Canada doit s'opposer résolument aux annexions illégales d'Israël

- Déclaration de la Maison Palestine du Centre communautaire canado-palestinien et ses alliés -

Après 40 ans d'annexion illégale de Jérusalem Est et 53 ans d'occupation militaire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, le gouvernement israélien du premier ministre Benjamin Netanyahu a annoncé son intention d'annexer de grandes parties de la Cisjordanie dès le 1er juillet, avec l'entier appui de l'administration Trump.

Le contrôle israélien des territoires palestiniens est illégal en vertu du droit international tel que clairement énoncé : « l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force ». En dépit de nombreuses résolutions appelant Israël à mettre fin à son occupation, celui-ci a choisi de poursuivre son plan de colonies de peuplement, d'apartheid, de confiscation de terres et de déplacement forcé de Palestiniens.

Annexer des territoires sans accorder les pleins droits de citoyenneté aux trois millions de Palestiniens de la Cisjordanie est en effet un acte d'apartheid. Les Palestiniens seraient abandonnés dans des enclaves symboliquement autonomes et séparées sous domination israélienne.

Nous exhortons le gouvernement Trudeau à condamner l'annexion et à s'y opposer activement.

Le Canada doit respecter son engagement déclaré envers le droit international et un ordre fondé sur les règles en s'engageant à prendre des mesures significatives contre les annexions unilatérales commises par Israël. Ces mesures doivent comprendre l'imposition de sanctions telles que la suspension de l'Accord de libre-échange Canada-Israël et l'interdiction de tout commerce avec les colonies israéliennes illégales.

Si l'on se fie à l'histoire récente, les dénonciations verbales ne suffisent plus et seule l'action concrète peut garantir qu'Israël sera dissuadé de poursuivre ses violations imminentes du droit international.

Pour ajouter votre nom et/ou organisation à la liste grandissante de personnes solidaires, contactez le Centre communautaire canado-palestinien — Maison Palestine à palestiniancanadians@gmail.com. On peut trouver la liste des signataires sur la page [Facebook de la Maison Palestine](#).

(24 juin 2020. Traduit de l'anglais par LML)



Lettre ouverte de diplomates canadiens à la retraite au premier ministre

Le 1er juin 2020, 59 anciens diplomates canadiens ont signé une lettre ouverte pressant le premier ministre Trudeau à affirmer l'engagement du Canada envers le multilatéralisme et l'état de droit et à s'opposer au plan annoncé par Israël d'annexer le territoire palestinien présentement occupé.

Voici le texte de la lettre

Au très honorable Justin Trudeau Monsieur le Premier Ministre,

Nous vous écrivons comme diplomates canadiens à la retraite, fiers de l'engagement historique du Canada envers les institutions multilatérales et de sa réputation comme soutien à l'état de droit.

Vous savez que le premier ministre d'Israël, M. Benjamin Netanyahu, a fait part de son intention « d'annexer » prochainement une partie considérable des territoires que le Canada et la communauté internationale considèrent comme des territoires palestiniens occupés.

L'annexion unilatérale de territoire est strictement interdite en droit international. Voilà un principe qui est au cœur de la Charte des Nations unies, San Francisco, 26 juin 1945. Il a depuis été réaffirmé par des traités, des résolutions, des jugements de cour et des études de droit.

Cette interdiction a du reste acquis le statut d'une norme de « *jus cogens* » en droit international, c'est à dire qu'il est retenu comme un principe de droit fondamental par la communauté internationale.

Les conquêtes de territoires et leur annexion mènent de façon notoire à des conséquences funestes comme la guerre, l'instabilité politique, la destruction économique, la discrimination systématique et la souffrance de collectivités.

Lorsqu'il s'agit plus particulièrement de l'occupation par Israël depuis cinquante ans de la Cisjordanie et de Gaza, le Conseil de sécurité de l'ONU a affirmé, par huit fois depuis 1967, « l'inacceptabilité de l'annexion de territoire » par la guerre ou la force. Ce principe fut invoqué pour qualifier d'illégales les précédentes annexions par Israël de Jérusalem Est en 1980 et du Golan syrien en 1981.

Nous vous invitons à rappeler publiquement l'engagement du Canada envers le multilatéralisme et le droit international, en réaffirmant la position canadienne d'appui aux résolutions pertinentes des Nations unies, y compris la résolution 2334 du Conseil de Sécurité adoptée le 26 décembre 2016.

Comme vous le savez sans doute, nombre de nos alliés se sont déjà prononcés contre la proposition israélienne. D'importantes organisations de la société civile canadienne, dont des églises chrétiennes et des organisations juives, ont appelé à une telle prise de position de la part du Canada.

En tant qu'anciens diplomates canadiens, nous vous invitons à défendre la réputation du Canada au sein de la communauté internationale par une prise de position publique et non ambiguë.

Voir la [liste complète des signataires](#).



Des actions au Canada et dans le monde pour dire Non! à l'annexion

Canada

Montréal



Toronto



Ottawa



Vancouver



Dans le monde

New York, New York



Columbus, Ohio



Chicago, Illinois



Salt Lake City, Utah



Los Angeles, California



San Francisco, Californie



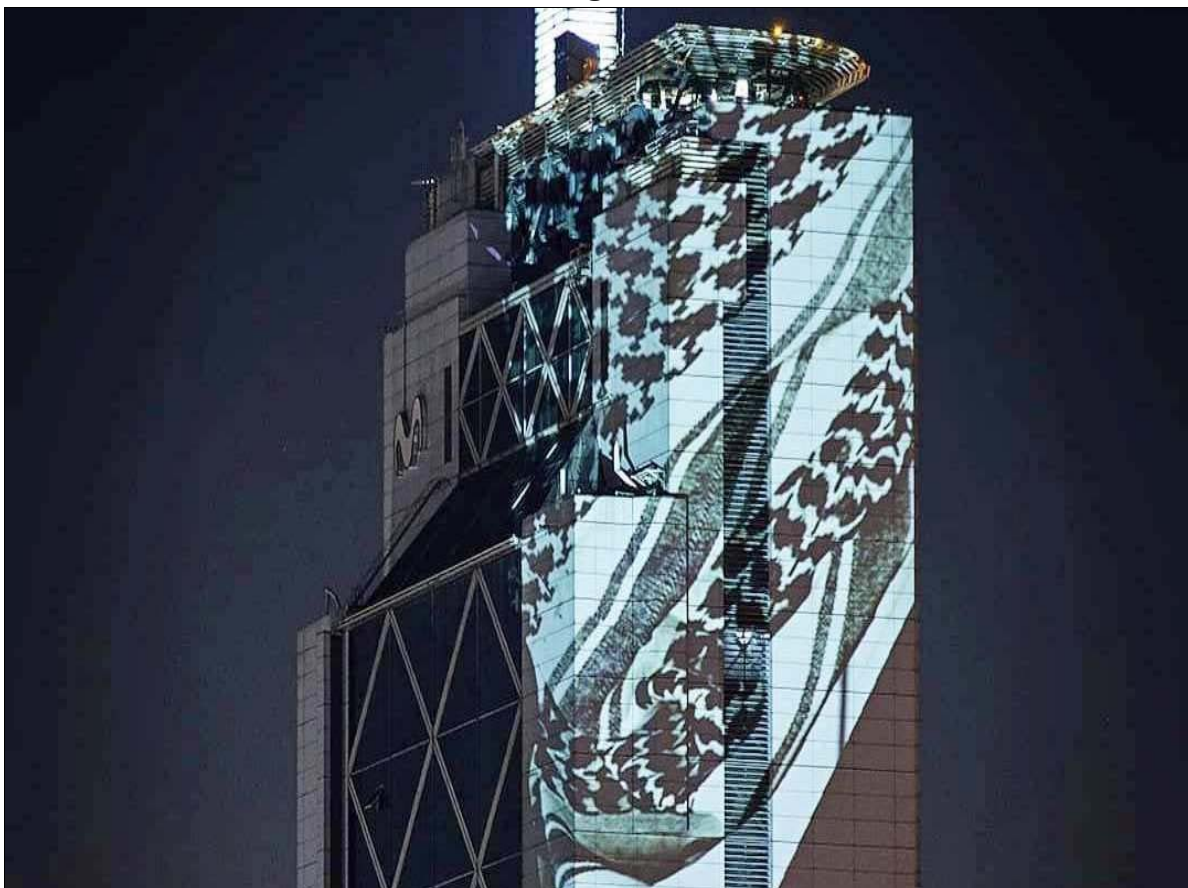
Honolulu, Hawaiï



Costa Rica



Santiago, Chili



Helsinki, Finlande



Berlin, Allemagne



Frankfurt, Allemagne



Vienne, Autriche



Bruxelles, Belgique



Amsterdam, Pays-Bas



Belfast, Irlande



Oldham, Angleterre





Paris; Toulouse, France



Barcelone; Madrid, Espagne



Valencia, Espagne



Athènes, Grèce



Izmir, Turquie



Kenya



Afrique du Sud



Corée



(Photos: LML, Samidoun, M. Dillon, K. Saravangmuttu, J. Dabit, A. Smith, J. Catron, L. Wassen, CJP, Party of Social Liberation, B. Cavallaro, ryansincamera, Justice in Palestine, Redde Solidaridad, Delight Lab, M. Lewis, BDS Belfast, Ariel D., Collectif Palestine Vaincre, Fundacio Solidarida, Quds, V. Ukraine, Yemen Can't Wait, Filistin Dustlari, M. Mohammed, Kenya-Palestine, Africa4Palestine, ME Eye)



Anniversaire de la Déclaration d'indépendance des États-Unis

Ce qui est célébré le 4 juillet



Des actions de masse se poursuivent aux États-Unis pour exiger des changements. La photo ci-dessus provient de la marche de la fierté gaie à Chicago, le 28 juin 2020, qui a repris cette année la bannière de Black Lives Matter.

Le 4 juillet est célébré comme le Jour de l'indépendance aux États-Unis. C'est le jour qui rappelle l'adoption de la Déclaration d'indépendance des États-Unis par le Congrès continental en 1776. En promulguant la Déclaration d'indépendance, les 13 colonies britanniques ont rompu leurs liens politiques avec la Grande-Bretagne. La Déclaration résume les motivations des colons, en particulier le droit de choisir leur propre gouvernement.

La Déclaration était divisée en cinq sections, dont une introduction, un préambule, un corps (divisé en deux sections) et une conclusion. On lit dans l'introduction qu'« il devient nécessaire » pour les colonies de « dissoudre les liens politiques » avec la Grande-Bretagne. Le corps du document consiste en une liste de griefs contre la couronne britannique et le préambule comprend le célèbre passage : « Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis parmi les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés[1]. »

Les célébrations traditionnelles du 4 juillet n'ont pas lieu cette année, non seulement à cause de la pandémie de la COVID-19, mais aussi parce qu'en ce moment, à l'échelle nationale, le peuple des États-Unis est très conscient du fait que tous ne sont pas créés égaux. En fait, l'institution de l'esclavage s'est poursuivie pendant 86 ans après que les États-Unis soient devenus indépendants de la Grande-Bretagne et les conditions d'aujourd'hui sont le produit de rapports sociaux toujours enracinés dans l'esclavage et proclamés par la Constitution. Cela comprend l'utilisation d'une force dite nécessaire par des policiers lourdement armés, jouissant de l'immunité, pour tuer des Noirs. Les pratiques actuelles rappellent les chasseurs d'esclaves de l'époque.

Pour saluer le mouvement courageux qui a lieu en ce moment aux États-Unis contre le traitement raciste des Noirs et la violence et l'impunité policières et pour la paix, la démocratie et la justice,

LML reproduit des extraits du discours prononcé le 4 juillet 1852 par le célèbre abolitionniste Frederick Douglass à ses compagnons abolitionnistes. Frederick Douglass (1818-1895) a échappé à l'esclavage dans le Maryland et est devenu un ardent dirigeant du mouvement abolitionniste dans le Massachusetts et à New York, un réformateur social[2]. L'extrait du discours est accompagné d'une vidéo dans laquelle les descendants de Douglass récitent ce même discours, suivie d'un reportage photo sur les actions militantes qui se poursuivent d'un bout à l'autre des États-Unis pour exiger le changement.

Notes

1. Département d'État américain, tel que traduit par Thomas Jefferson en 1776
2. history.com



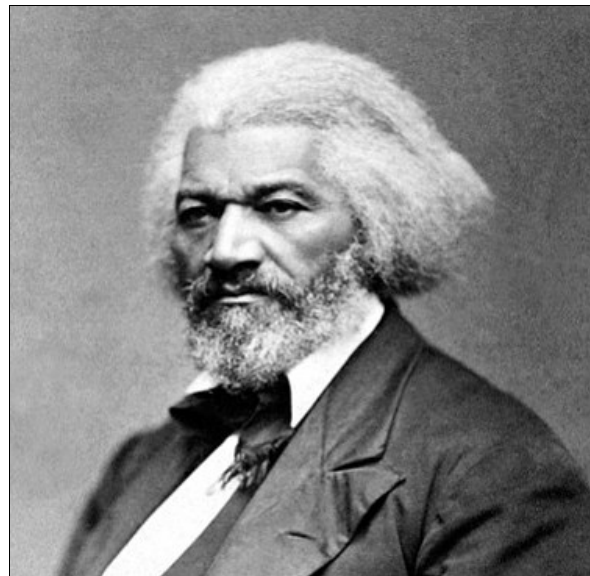
Que représente le 4 juillet pour l'esclave?

- Frederick Douglass -

Voici un extrait du discours prononcé par Frederick Douglass à l'occasion du 4 juillet 1852 devant une assemblée d'abolitionnistes. L'extrait est suivi d'une vidéo où de jeunes descendants de Douglass récitent le discours.

* * *

Chers concitoyens, je ne manque pas de respect pour les pères de cette république. Les signataires de la Déclaration d'indépendance étaient des hommes courageux. C'étaient aussi de grands hommes - assez grands pour donner la gloire à une grande époque. Il n'arrive pas souvent à une nation de donner naissance à un si grand nombre d'hommes vraiment grands. La situation à partir de laquelle je suis obligé de les regarder n'est certes pas la plus favorable; et pourtant je ne peux contempler leurs grands actes qu'avec admiration. C'étaient des hommes d'État, des patriotes et des héros, et pour le bien qu'ils ont fait et les principes qu'ils défendaient, je m'unirai à vous pour honorer leur mémoire. []



Mes chers concitoyens, pardonnez-moi, permettez-moi de demander, pourquoi suis-je appelé à prendre la parole ici aujourd'hui ? Qu'ai-je, ou qu'ont ceux que je représente, à voir avec votre indépendance nationale ? Les grands principes de liberté politique et de justice naturelle, incarnés dans cette Déclaration d'indépendance, sont-ils étendus à nous ?

Suis-je donc appelé à amener notre humble offrande à l'autel national et à avouer les avantages et la fervente gratitude exprimée pour les bénédictions qui résultent de votre indépendance à nous ?

Devant Dieu, pour votre bien et le nôtre, une réponse positive devrait être véridiquement donnée à

ces questions ! Alors ma tâche serait allégée, et mon fardeau facile et appréciable. Qui est celui-là qui a si froid qu'une sympathie de la nation ne peut le réchauffer ? Qui est si obstiné et insensible aux réclimations de gratitude qu'il ne reconnaîtrait pas de tels avantages inestimables ? Qui est si impassible et égoïste qu'il ne donnerait pas sa voix pour amplifier l'alléluia du jubilé de la nation, quand les chaînes de la servitude auraient été déchirées de ses membres ? Je ne suis pas cet homme. Dans un tel cas, le muet pourrait parler éloquentement et « le boiteux sauter comme un cerf ».

Mais tel n'est pas le cas. Je le dis avec un sentiment de tristesse vu la disparité entre nous. Je ne suis pas inclus dans les bénéficiaires de cet anniversaire glorieux ! Votre haute indépendance révèle seulement la distance incommensurable entre nous. Les bénédictions dans lesquelles vous, en ce jour, vous réjouissez ne sont pas appréciées en commun. L'héritage riche de justice, la liberté, la prospérité et l'indépendance léguées par vos pères est partagé par vous, pas par moi. Le soleil qui a amené lumière et guérisons chez vous, a amené des raies et la mort chez moi. Ce 4 juillet est le vôtre, pas le mien. Vous pouvez vous réjouir, je dois porter le deuil. Car traîner un homme dans les fers dans le temple grandiose illuminé de liberté, et lui demander de participer aux hymnes joyeux, représente la moquerie inhumaine et une ironie de sacrilège. Vouliez-vous, citoyens, vous moquer de moi en me demandant de parler aujourd'hui ? Si oui, il y a une analogie à votre conduite. Et permettez-moi de vous avertir qu'il est dangereux de copier l'exemple d'une nation dont les crimes, dominant en haut au ciel, ont été rejetés par le souffle du Tout-puissant, enterrant cette nation dans la ruine irrévocable ! Je peux aujourd'hui élever les lamentations plaintives de ces gens décimés et frappés par le malheur.

*« Sur le bord des fleuves de Babylone
Nous nous sommes assis
Et là nous avons pleuré,
Nous souvenant de Sion.
Aux saules du rivage
Nous avons suspendu nos harpes,
Car ceux qui nous avaient emmenés captifs
Nous demandaient des paroles de cantiques,
Et ceux qui nous faisaient souffrir,
Des chants de joie !
Chantez-nous quelque chose
Des chants de Sion !
Comment chanterions-nous les cantiques de l'Éternel
Sur une terre étrangère ?
Si je t'oublie, Jérusalem,
Que ma droite s'oublie !
Que ma langue s'attache à mon palais,
Si je ne me souviens de toi,
Si je n'élève Jérusalem
Au-dessus de toutes mes joies ! »*

Chers concitoyens, au-dessus de votre joie nationale et tumultueuse, j'entends le gémissement mélancolique de millions ! dont les chaînes, lourdes et cruelles hier sont, aujourd'hui, rendues plus intolérables par les cris de jubilé qui les atteignent. Si j'oublie, si je ne me souviens pas fidèlement de ces enfants ensanglantés et attristés en ce jour, « puisse ma main droite s'attacher à mon palais » ! Les oublier, passer légèrement sur leur trauma et sonner avec le thème populaire seraient la trahison la plus scandaleuse et choquante, et cela me serait reprocher devant Dieu et le monde. Mon sujet, alors, chers concitoyens, est l'esclavage américain. Je verrai ce jour et ses caractéristiques populaires du point de vue de l'esclave. Positionné là et identifié avec l'esclave américain, faisant mienne sa peine. Je n'hésite pas à déclarer avec toute mon âme que le caractère et la conduite de

cette nation ne m'ont jamais paru plus noirs qu'en ce 4 juillet ! Que nous nous tournions vers les déclarations du passé ou vers les professions du présent, la conduite de la nation semble toute aussi hideuse et affreuse. L'Amérique est fausse au regard du passé, fausse au regard du présent, et s'engage solennellement à être fausse dans l'avenir.

Au milieu de Dieu et de l'esclave écrasé et ensanglanté cette fois, je fais, au nom de l'humanité qui est outragée, au nom de la liberté qui est entravée, au nom de la Constitution et de la Bible qui sont ignorées et piétinées, le défi de questionner et dénoncer, avec toute l'emphase que je peux, tout qui sert à perpétuer l'esclavage - le grand péché et la grande honte de l'Amérique !- « Je n'userai pas de faux-fuyants, je ne m'excuserai pas » ; j'utiliserai la langue la plus sévère que je peux ordonner ; et pourtant pas un seul mot ne m'échappera qu'un homme, dont le jugement n'est pas aveuglé par le préjugé, n'avouera la raison et la justesse.

Mais je crois que j'entends quelqu'un de mon auditoire dire : « C'est dans cette circonstance que vous et vos frères abolitionnistes ne faites pas une impression favorable dans l'esprit du public. Si vous argumentiez plus et réprimandiez moins, votre cause serait beaucoup plus susceptible de réussir. » Mais je pense que là où tout est clair, il n'y a rien à discuter. De quel point de la croyance anti-esclavagiste voudriez-vous que je discute ? Sur quel aspect du sujet les gens de ce pays ont-ils besoin de lumière ? Dois-je m'engager à prouver que l'esclave est un homme ? Ce point est déjà concédé. Personne n'en doute. Les esclavagistes eux-mêmes le reconnaissent dans la promulgation de lois pour leur gouvernement. Ils le reconnaissent lorsqu'ils punissent la désobéissance de l'esclave. Il y a soixante-douze crimes dans l'État de Virginie qui, s'ils sont commis par un homme noir (aussi ignorant soit-il), le condamnent à mort ; tandis que seulement deux des mêmes crimes soumettront un homme blanc à la même peine. Qu'est-ce que cela, sinon la reconnaissance que l'esclave est un être moral, intellectuel et responsable ? Il est concédé que l'esclave est un homme. Il est admis que les livres de lois du Sud sont bourrés de textes interdisant, sous de lourdes amendes et pénalités, l'enseignement de la lecture et de l'écriture à l'esclave. Quand vous démontrerez que ces lois s'appliquent aux bêtes des champs, alors je consentirai à plaider que l'esclave est un homme. Quand les chiens dans vos rues, quand les oiseaux dans le ciel, quand le bétail sur vos collines, quand les poissons de la mer et les reptiles qui rampent ne pourront pas distinguer l'esclave d'une bête, alors je discuterai avec vous que l'esclave est un homme !

Aujourd'hui, il est évident d'affirmer l'égalité du nègre dans toute sa masculinité. N'est-il pas étonnant que, pendant que nous labourons, plantons et récoltons, utilisons tous les types d'outils mécaniques, édifions des maisons, construisons des ponts, construisons des bateaux, transformons les métaux, le fer, le cuivre, et devenons des secrétaires, retrouvons parmi nous des médecins, des avocats, des ministres, des poètes, des auteurs, des éditeurs, des orateurs et des professeurs ; et cela, pendant que nous sommes engagés dans toutes les entreprises familières aux autres hommes, creusant de l'or, capturant en Californie la baleine dans le Pacifique, nourrissant le mouton et le bétail sur le flanc des vallées, vivre, le déménagement, agir, penser, planifier, habiter en les familles comme les maris, comme les femmes et comme les enfants, et, confessant par-dessus tout et adorant le chrétien Dieu, et vivant dans l'espoir d'une vie et de l'immortalité au-delà de la tombe, nous sommes appelés à prouver que nous sommes des hommes !

Voudriez-vous que je fasse valoir que l'homme a droit à la liberté ? Qu'il est le propriétaire légitime de son corps ? Vous l'avez déjà déclaré. Dois-je argumenter sur l'illicéité de l'esclavage ? Est-ce une question pour les républicains ? Doit-il être réglé par les règles de la logique et de l'argumentation, comme pour un problème difficile, comprenant une application douteuse du principe de justice, difficile à comprendre ? Comment devrais-je regarder ce jour, en présence d'Américains, diviser et subdiviser un discours, pour montrer que les hommes ont un droit naturel à la liberté ? En parler relativement et positivement, négativement et affirmativement ? Le faire, ce serait me rendre ridicule et offenser votre intelligence. Il n'y a pas d'homme sous la verrière du ciel qui ne sache pas

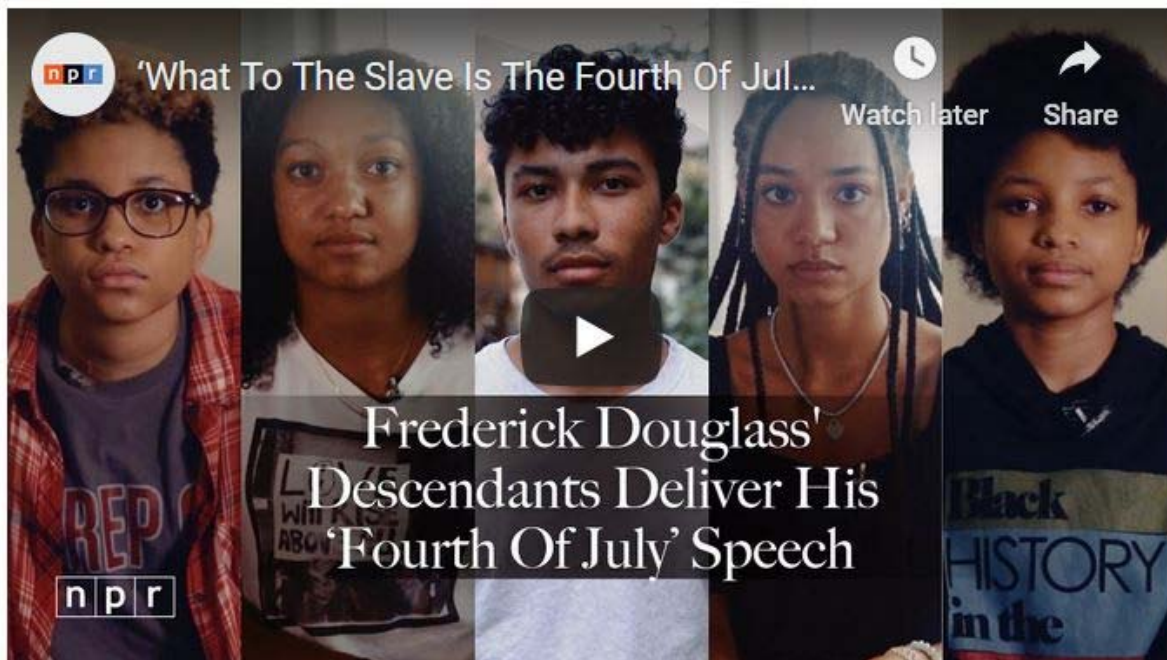
que l'esclavage est mauvais pour Lui.

Qui suis-je pour argumenter que c'est mauvais de faire des hommes des brutes, de leur voler leur liberté, de les faire travailler sans salaires, de les garder ignorant de leurs relations avec les autres hommes, pour les battre avec les bâtons, écorcher leur chair avec la mèche, charger leurs membres avec les fers, les chasser avec les chiens, les vendre aux enchères, séparer leurs familles, faire sortir leurs dents, brûler leur chair, les affamer pour leur imposer l'obéissance et la soumission à leurs maîtres ? Devrais-je argumenter qu'un système marqué ainsi par le sang, et taché de pollution, est mal ? Non ! Je ne ferai pas. J'ai meilleure utilité pour le temps et la force meilleure que nécessiteraient de tels arguments. [...]

Que représente, pour l'esclave américain, votre 4 juillet ?

Je réponds : un jour qui lui révèle, plus que tous les autres jours de l'année, l'injustice et la cruauté auxquelles il est la victime constante. Pour lui, votre célébration est une farce ; votre liberté vantée, un permis impie ; votre grandeur nationale, grossissant la vanité ; vos sons de réjouissance sont vides et sans pitié ; votre dénonciation de tyrans, l'effronterie de cuivre ; vos cris de liberté et d'égalité, la moquerie creuse ; vos prières et vos hymnes, vos sermons et d'action de grâces, avec toutes votre parade et votre solennité religieuses, sont, à Lui, à la simple grandiloquence, la fraude, la tromperie, l'impiété, et hypocrisie, un voile mince pour envelopper des crimes lesquels feraient honte à une nation de sauvages. Il n'y a pas une nation sur la terre coupable de pratiques plus choquantes et sanglantes que celle des gens des États-Unis à cette heure même.

Allez où vous pouvez, cherchez où vous voudrez, errez par toutes les monarchies et les despotismes d'autrefois, voyagez à travers l'Amérique du Sud, recherchez chaque abus, et quand vous aurez trouvé le dernier, comparez vos faits avec les pratiques de tous les jours de cette nation, et vous direz avec moi que par sa révoltante barbarie et son hypocrisie effrontée, l'Amérique règne sans rival. [...]



Reportage photo des protestations qui se poursuivent aux États-Unis

New York, New York



Harrisburg, Pennsylvanie



Minneapolis, Minnesota



Détroit, Michigan



Chicago, Illinois



Milwaukee, Wisconsin



Gulfport, Mississippi



Louisville, Kentucky



Shreveport, Louisiana



Nashville, Tennessee



Aurora, Colorado



Helena, Montana



Carson City, Nevada



Los Angeles, Californie





San Diego, Californie



Portland, Oregon



Springfield, Oregon



(Photos: BLM New York, Left Voice, Pennyslinter, M. Griffon, M. Lucido, Physicians for National Healthcare Program, B. Castillo, Solidarity Ervin, D. Adams, B. McGill, supitslizzie, M. Milazzo, J. Kamil, Unicorn Riot, T. Bridge, C. Eckl, biggest little streets, Stoop Down Photos, Justice for Anderes, Bike SD, C. Whitten, L. Ladd)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca